

<https://ricochets.cc/Le-capitalisme-et-le-technologisme-veulent-capter-le-monde-naturel-pour-leurs-profits.html>



Capital naturel : capitalisme et technologisme veulent capter le monde naturel pour leurs profits



- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 31 mai 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Capital naturel : capitalisme et technologisme veulent capter le monde naturel pour leurs profits

Derrière les jolies expressions floues et vagues, le techno-capitalisme et sa dureté anti-sociale et anti-écologique avance ses pions.

Le monde naturel est pillé depuis des lustres, à présent il s'agit d'approfondir, institutionnaliser et financiariser le pillage, ...mais avec de beaux discours sur le capital naturel, l'écologie industrielle et la-transition.

Décryptages :



Capital naturel : capitalisme et technologisme veulent capter le monde naturel pour leurs profits ...mais avec de beaux discours sur le capital naturel, l'écologie industrielle et la-transition

« ENGAGE - LEAD POSITIVE CHANGE » : ENGAGE-TOI AVEC LE SOURIRE POUR LA FINANCIARISATION DE LA NATURE ET L'ACCELERATION TECHNOCAPITALISTE

La captation du monde naturel par le capitalisme et la colonisation technologique connaissent une accélération vertigineuse depuis quelques mois. Les consignes de Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum Économique Mondial, ont été suivies à la lettre :

« *La pandémie représente une fenêtre d'opportunité rare mais étroite pour repenser, réinventer et réinitialiser notre monde.* »

La Commission Européenne publiait le 11 mars 2021 un article titrant « *Biodiversité : un changement révolutionnaire dans les rapports économiques pour tenir compte de la contribution de la nature à l'économie* ».

Frans Timmermans, vice-président exécutif de la commission :

« *Pour faire face aux crises du climat et de la biodiversité, nous devons transformer notre modèle économique. Ce nouveau cadre statistique va au-delà du PIB et prend mieux en compte la biodiversité et les écosystèmes dans la planification économique nationale. Il s'agit d'une évolution majeure dans le changement de notre façon de concevoir la prospérité et le bien-être.* »

Virginijus Sinkevicius, commissaire dédié à l'environnement, aux océans et à la pêche :

Capital naturel : capitalisme et technologisme veulent capter le monde naturel pour leurs profits

« Alors que la nature apporte une contribution substantielle à notre économie, elle est largement invisible dans nos statistiques économiques. Nous devons transformer notre façon de voir et d'apprécier la nature et faire en sorte que sa contribution à notre vie fasse partie de l'équation économique. Pour cela, nous avons besoin de méthodes solides pour suivre les investissements, les impacts et les dépendances vis-à-vis de la nature. Le nouveau cadre constitue un pas important dans cette direction, car il pourrait réorienter fondamentalement la planification économique et politique vers le développement durable. »

Autre indicateur de la tendance du moment, l'organisation à but non lucratif CFA Institute publiait quant à elle sur son blog une nouvelle réjouissante :

« Le capital naturel est la prochaine disruption du marché dont vous n'avez pas encore entendu parler. Mais ça va venir. »

Cet institut délivre les diplômes CFA et CIPM. La première est une accréditation « *mesurant et certifiant les compétences et l'intégrité des analystes financiers* » d'après Investopedia ; la seconde a pour rôle de « *former les professionnels à calculer et à communiquer avec précision les chiffres relatifs à la performance des investissements.* »

Les tendances à suivre : marché des PES (Paiements pour les services écosystémiques) ; marché de la compensation écologique (une entreprise peut détruire une zone humide à condition de « compenser » ailleurs, peut-être en construisant une piscine olympique, va savoir) ; marché des green bonds ou obligations vertes ; intégration de la biosphère dans la comptabilité des entreprises ; partenariats publics-privés, etc.

Preuve que le tsunami financier « responsable » débarque en France, la « communauté » ENGAGE organise prochainement une conférence en ligne intitulée « Biodiversité et comptabilité : un langage commun ? » dont voici un extrait du contenu :

« Alexandre Rambaud est Maître de Conférence et co-responsable de la chaire 'comptabilité écologique' à AgroParis Tech, et chercheur au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED).

Pendant cet échange, il sera question de repenser en profondeur notre rapport à la biodiversité et de la nécessité pour les entreprises de trouver un langage commun avec le vivant. Nous interrogerons les approches comptables actuelles et évoquerons les principes sur lesquels de nouveaux modèles doivent être construits. »

ENGAGE est une « association d'intérêt général » qui « rassemble citoyens, entreprises, ONG et associations pour contribuer à la résolution collective des grands défis du XXIe siècle. »



Capital naturel : capitalisme et technologisme veulent capter le monde naturel pour leurs profits

Quelle est cette « résolution collective » ? Sauver la biosphère ? L'ethnosphère ? Le capitalisme ? La civilisation industrielle ? Les smartphones ? Internet ?

La « vision » d'ENGAGE laisse peu de doutes sur l'objectif réel :

« La clé de notre devenir commun réside dans l'engagement de tous dans les évolutions du monde à venir. Nous pensons qu'il est fondamental de saisir les transformations en cours et d'acquérir de nouveaux savoir-faire et savoir-être pour savoir pourquoi et comment agir.

Nous voulons que tous, individus et organisations, aient l'opportunité de s'engager et de devenir des acteurs conscients.

Nous sommes collectivement porteurs d'une énergie de changement dont l'essence est la créativité et la relation à soi, aux autres, et au monde. »

En apparence inoffensif, ce discours cache une violence rare. Aucune autre voie n'est possible, il faut « l'engagement de tous » pour « saisir les transformations en cours ». Marche ou crève, le totalitarisme techno-industriel habillé d'un vernis dégoûlant de positivisme débilant.

Mais l'inconséquence n'est jamais loin chez les patients souffrant de schizophrénie. Ainsi, on peut lire ce genre de choses ailleurs sur leur site :

« L'ENGAGE University entend apporter une vision systémique et nourrir la pensée critique des individus, sans apporter de vérité définitive. Les valeurs fondamentales sur lesquelles nous nous appuyons sont l'humanisme et la recherche d'une innovation consciente.

Notre constat est que l'enjeu principal de notre société est celui de la transition. La difficulté consiste dans le passage entre l'état actuel et l'état désiré, tant sur un plan sociétal, économique qu'environnemental.

Loin de toute position dogmatique, l'ENGAGE University entend proposer des constats objectifs et faciliter l'émergence de pistes de solution sur les sujets que nous jugeons primordiaux. Notre devise : comprendre - apprendre, expérimenter, tester - ...pour agir.

Sans vouloir imposer de vision absolue, notre volonté première est de permettre à chacun.e de se forger sa propre opinion, de mieux choisir la cause qu'il.elle entend porter pour agir avec discernement. »

Se défendre d'adopter une « position dogmatique » ou affirmer ne pas détenir de « vérité définitive » ni de « vouloir imposer de vision absolue » quand on martèle abondamment les termes « transition », « transformation », « accélération » et « engagement », c'est soit se foutre du monde, soit avoir un sérieux problème mental.

On retrouve aussi la novlangue de la startup nation ; des « Intervenants-Eclaireurs » qui « apportent leur expertise » ou des « Explorateur.rice.s » qui « développent nos Défis et animent les sessions d'Intelligence Collective » ; sans oublier cette merveille progressiste qu'est l'écriture inclusive, histoire de rendre les textes encore moins lisibles, moins compréhensibles, pour semer toujours plus la confusion dans l'esprit des gens.

Les puissants savent très bien qu'il leur faut la caution du peuple, et/ou faire en sorte de plonger les masses dans un culte de la résignation (« l'humain est nuisible » et autres foutaises), et/ou créer l'illusion du débat démocratique, autrement leur « transformation » à la noix risque de se heurter à quelque résistance. La plateforme ENGAGE ressemble fort à une tentative d'industrialisation du métier d'influenceur au service de l'accélération technocapitaliste. Il s'agit de neutraliser la résistance au sacro-saint progrès, par exemple en recrutant des profils variés pour prêcher l'évangile selon Saint-Google dans leurs cercles sociaux respectifs (« conférences », « ateliers et programmes online et présentiel », « temps d'intelligence collective », « programmes de formation », « projets à impact positif », « transformation des entreprises », etc.).

Cela n'est pas sans rappeler les activités de Thrive Global (thrive = prospérer, réussir, s'épanouir) fondée par Arianna Huffington (cofondatrice du Huffington Post), une entreprise qui utilise la technologie pour modifier le comportement des gens en mettant entre autres à contribution des influenceurs, sorte de coaching en développement personnel digital à échelle industrielle, soi-disant pour contribuer au bien-être collectif, mais surtout

Capital naturel : capitalisme et technologisme veulent capter le monde naturel pour leurs profits

pour augmenter la productivité du bétail humain au travail.

Dans la communauté ENGAGE, on trouve :

- Gaël Giraud, le jésuite-économiste anciennement à l'Agence Française de Développement maintenant directeur de recherche au CNRS ;
- Pierre-Etienne Franc, vice-président d'Air liquide, groupe du CAC 40 spécialisé dans les gaz industriels ;
- Gilles Babinet, entrepreneur du numérique, « Digital Champion » auprès de la Commission Européenne (Idiocratie, nous voilà), vice-président du Conseil national du numérique et « conseiller sur les questions numériques » pour l'Institut Montaigne, le « plus riche » des think tanks français financé notamment par LVMH, Total, Vinci, Carrefour[8] ;
- Fabrice Bonnifet, directeur du développement durable, Groupe Bouygues, et président du C3D (Collège des Directeur du Développement Durable) ;
- Adrien Aumont, fondateur de KissKissBankBank ;
- Gilles Boeuf, biologiste et ex-président du Muséum d'Histoire Naturelle ;
- Emmanuel Delannoy, spécialiste de la permaéconomie ;
- Sébastien Bohler, auteur du livre Le Bug Humain, docteur en neurosciences et rédacteur en chef de Cerveau & Psycho (selon lui, le cerveau humain est programmé pour détruire la biosphère, mais ils sont positifs chez ENGAGE, c'est marqué sous le logo)
- Divers diplômés et professeurs de grandes écoles (Sciences Po, HEC, etc.).

Le prochain « ENGAGE CALL » laissera la parole au philosophe Dominique Bourg pour évoquer la...transition ! Le titre de la conférence : « Transition écologique : avec ou sans inégalités ». Dominique Bourg publie des livres titrant Le marché contre l'humanité d'après une interview donnée à Marianne en 2019 où il critique cette « société globale avec un unique marché, qui est une pompe à croissance, un aspirateur à croissance. »

Il dit aussi ceci :

« Si on entend par capitalisme le fait de croire que les flux de matière peuvent croître indéfiniment sur une planète finie, c'est incompatible avec l'écologie. »

Marianne, comme tout média professionnel et intègre qui se respecte, a cru bon de tronquer cette phrase pour l'insérer dans le titre de l'article en faisant dire à Dominique Bourg que « le capitalisme est incompatible avec l'écologie ». Or ce n'est pas du tout sa position.

On pourrait croire que Dominique Bourg combat le capitalisme, mais en fait, non :

« Il faut maintenir les infrastructures et les biens qui rendent la vie correcte et non pas le superflu. Il s'agit donc plus de réencaster le marché que de l'abandonner. Le problème du marché, notamment lorsqu'il est devenu global. C'est un aspirateur à croissance des flux. »

Dès le début de l'interview, Dominique Bourg nous sort les poncifs habituels sur l'économie-monde et le développement de la société industrielle :

« Notre problème actuel, c'est qu'on ne veut pas sortir de l'époque qui s'ouvre avec le XVIIIe siècle et qui va surtout se développer au XIXe siècle. A cette époque, nous nous sommes donnés pour objet de produire, afin notamment de sortir de la misère. Cela a parfaitement réussi pour une partie de l'humanité durant les Trente glorieuses, la partie occidentale. A partir des années 1990 et du début des années 2000, cela fonctionne pour d'autres parties du monde, comme les Tigres asiatiques ou la Chine, mais avec des paradoxes. D'un côté des centaines de millions de personnes sont arrachées à la misère, de l'autre, nous avons une explosion des inégalités. »

D'abord, la révolution industrielle n'a pas été soumise à un vote démocratique, donc utiliser le « nous » pour des décisions prises à huit-clos par les classes dominantes de l'époque, c'est déjà très discutable. Ensuite,

prétendre que ce développement nous a sorti de la misère, c'est aller un peu vite en besogne. Si on définit la misère et le progrès à l'aide d'indicateurs quantitatifs - PIB par habitant, espérance de vie à la naissance (et non durée de vie, car il y a toujours eu des centaines contrairement à la croyance populaire[9]), niveau d'éducation, objets possédés en moyenne par un ménage, énergie consommée, quantité de déchets produite par habitant, nombre d'espèces exterminées, pays colonisés, interventions militaires étrangères, victimes de génocides et/ou de guerres de masse, artificialisation des terres, déforestation, zones humides détruites, etc. -, alors en effet, il y a indubitablement eu une forte évolution positive au cours des XIXe et XXe siècles. Et puis c'est vrai que tout allait bien dans les années 1960, durant les fameuses Trente glorieuses, quand la France tournait entre 4 % et 7 % de croissance annuelle (Banque Mondiale). Autoroutes, camions et bagnoles, aéroports et parkings colonisaient le pays ; la très saine et savoureuse nourriture industrielle colonisait les tables. Une multitude d'objets et gadgets inutiles colonisait le foyer des « classes moyennes ». Les Français découvraient les joies de la société de consommation, la télévision en couleur, le matraquage publicitaire, les centres commerciaux, les supermarchés, les bons de réduction, les stations-services, le paquebot France, l'urbanisation galopante, la marchandisation du littoral ou « tourisme balnéaire », ses casinos, boîtes de nuit, clubs échangistes et autres centres nautiques, etc.

Bref, c'était le bon vieux temps, on savait comment s'y prendre pour respecter - et vivre en harmonie avec - les autres cultures/espèces.

C'est quand même dingue cette incapacité à admettre que l'accumulation matérielle des pays occidentaux repose entièrement sur la domination impérialiste desdits pays sur le Sud global. Une partie importante, peut-être la plupart des matériaux qui composent les bâtiments, les machines, la nourriture vendue en grande surface et les objets envahissant le quotidien de l'européen lambda n'ont pas été extraits sur place. Même chose pour l'énergie consommée durant l'extraction, le transport, la distribution, la collecte et le traitement des déchets.

[Les gens de gauche, des équilibristes à l'aise le cul entre deux chaises :](#)

« Je m'oppose certes à la mondialisation, mais pas à l'Union européenne. »

Dominique Bourg veut aussi une « réaffirmation de la puissance publique », par exemple pour « recréer à l'échelle européenne un équivalent de Google. » Sans capitalisme, cela risque d'être difficile. Il s'improvise expert du fonctionnement de Google et nous gratifie de quelques perles. Selon lui, la firme de Mountain View utiliserait pour son moteur de recherche seulement deux critères - mots clés et temps de visite sur un site - pour classer les résultats. En réalité, il y a bien plus que deux critères de classement et l'un des principaux est le nombre de liens externes pointant vers un site. N'importe qui ayant pris la peine de se renseigner deux minutes sur le référencement naturel (SEO en anglais) sait ça.

Rappelons aussi à Dominique, ainsi qu'à celles et ceux idéalisant Internet comme une invention merveilleuse connectant entre eux des milliards d'humains séparés par des distances physiques considérables, les mettant en théorie tous sur un pied d'égalité, que le développement technologique perpétue la mécanique coloniale occidentale en Afrique, comme l'explique très bien le sociologue gabonais Joseph Tonda dans un entretien donné en 2018 au journal Le Monde :

« Pourquoi les écrans de téléphone, d'ordinateur et de télévision sont-ils un prolongement de l'impérialisme, un outil de poursuite de la colonisation ?

Joseph Tonda : Toutes les situations de colonisation sont des situations de rencontre. Chacun voit l'autre en fonction de son histoire et de sa culture, son écran en quelque sorte. Les Européens, blancs, en venant en Afrique, ont vu des diables, des bêtes. Les Africains noirs, eux, ont vu des fantômes de leurs ancêtres. Cette rencontre a produit ce que j'appelle un éblouissement, une subjugation qui a emprisonné les Africains dans la soumission. Ces éblouissements se transmettent aujourd'hui par les écrans, devenus dispositifs perpétuant la colonisation. Cela ne concerne pas que les Africains. Aujourd'hui, la civilisation de l'écran est mondiale. Tout le monde est exposé à leurs éblouissements. Il faut voir derrière ces écrans un outil idéal de reproduction du capitalisme, un spectre qui colonise l'inconscient de tous et modifie nos comportements. »

À la fin de l'interview dans Marianne, Dominique Bourg, ancien candidat aux élections européennes pour Urgence écologie, rajoute une couche d'absurdité à son positionnement idéologique en affirmant que « l'échelon national est indispensable », tout en vantant les avantages de la décentralisation du pouvoir :

« Il faut réarticuler les échelles. Imaginez que nous soyons dans un municipalisme libertaire à la Murray Bookchin. Imaginez qu'il y a également un peu partout de petites coopératives charbonnières. Vous ne changerez rien. Aujourd'hui nous avons des problèmes globaux. Nous avons besoin d'une gouvernance qui porte les choses à de plus grandes échelles. L'échelon national est donc indispensable. En revanche, il n'est pas nécessairement contradictoire avec une relocalisation de beaucoup de choses et avec le redéveloppement à des échelles plus petites. Nous pouvons redonner des pouvoirs aux villes. Au sein d'une ville, nous pouvons redonner du pouvoir à des quartiers, à des communs. Il n'y a pas du tout d'antithèse entre cela. Mais je pense que pour faire face à des mastodontes, nous avons besoin de l'échelle nationale. »

Décidément, ne comptons pas trop sur les philosophes pour éclairer nos lanternes en cette période sombre. Il ne peut y avoir d'unité nationale sans pouvoir centralisé, sans une hiérarchie clairement établie avec un souverain trônant à Paris, sans une homogénéité croissante de la pensée collective animant la masse, autrement l'Etat risque la dislocation.

À l'évidence, Dominique Bourg compte parmi ces bouffons utiles médiatisés fournis par la gauche (faut croire qu'ils ont du stock) pour oeuvrer à la « résilience » du capitalisme techno-industriel, donc à la destruction du monde.

Pour finir, un rapide coup d'oeil aux partenaires d'ENGAGE nous confirmera l'analyse faite depuis le départ :

- ▶ Fondation Nicolas Hulot ;
- ▶ Le Monde ;
- ▶ Les Echos ;
- ▶ Spark News, « amplifying positive-impact initiatives » ;
- ▶ Air Liquide ;
- ▶ One Point, « l'architecte des grandes transformations des entreprises et des acteurs publics » ;
- ▶ Transdev, filiale de la Caisse des Dépôts spécialisée dans les solutions de transport, 19 pays d'implantation, 82 000 « collaborateurs », plus de 6 milliards de CA ;
- ▶ Frenchweb, « le magazine de la transformation numérique » ;
- ▶ Socialter, « le média des transitions » ;
- ▶ Mediatico, « le média qui donne du sens à l'économie » ;
- ▶ Terra Incognita, « Notre monde est en transition. Cette transition est écologique, économique, énergétique, politique, sociale, ... Cette transition va tout changer. » ;
- ▶ So Good, un média véhiculant de belles valeurs : « ensemble, nous pouvons, chacun à son échelle, nous engager sur la voie du progrès et de la responsabilité sociale et écologique » ;
- ▶ L'ADN, « le média mutant pour une société qui se réinvente absolument » ;
- ▶ Techno India University ;
- ▶ La Croix, journal catho ;
- ▶ SciencesPo ;
- ▶ Lita, une startup de la finance « responsable » ;
- ▶ Civocracy, « une gouvernance partagée, des citoyens engagées, une société reconnectée » ;
- ▶ Office français de la biodiversité ;
- ▶ Opinion Way (sondages et études marketing) ;
- ▶ CEEBIOS, centre d'études et d'expertises en biomimétisme ;
- ▶ MENSCH COLLECTIVE, « faire vibrer les organisations », « transiter vers le monde du travail de demain, en mobilisant l'intelligence collective et l'open innovation » ;
- ▶ ECOSIA, le moteur de recherche qui plante des arbres en utilisant la technologie du moteur de recherche Bing (Microsoft) ;
- ▶ EMMAUS International ;
- ▶ Etc.

Vous avez compris l'idée.

ENGAGE, à l'instar d'autres initiatives de la même trempe, apparaît comme une énième entreprise de propagande visant à fabriquer le consentement des masses pour les transformations massives en cours du système technologique, ainsi que pour l'élargissement de la base productive du capitalisme via la financiarisation de la nature ; une accélération sans précédent qui ne fera qu'amplifier les nuisances psychologiques, sociales et écologiques.

Vous voulez vraiment agir pour la biosphère et le climat ? Engagez-vous dans la Résistance à la société techno-industrielle capitaliste, soutenez le mouvement mondial des peuples autochtones et les habitants des pays du Sud en lutte depuis des siècles contre cette civilisation qui n'en finit plus de répandre le chaos sur Terre.

post de Philippe Oberlé

Post-scriptum :

▶ voir aussi :

La croissance verte contre la nature - Critique de l'écologie marchande

▶ [La croissance verte contre la nature - Critique de l'écologie marchande, un livre de Hélène TORDJMAN](#)

Fabriquer de toutes pièces des micro-organismes n'ayant jamais existé pour leur faire produire de l'essence, du plastique, ou absorber des marées noires ; donner un prix à la pollinisation, à la beauté d'un paysage ou à la séquestration du carbone par les forêts en espérant que les mécanismes de marché permettront de les protéger ; transformer l'information génétique de tous les êtres vivants en ressources productives et marchandes... Telles sont quelques-unes des « solutions » envisagées aujourd'hui sous la bannière de la transition écologique, du Pacte vert européen ou du Green New Deal pour répondre tout à la fois à la crise climatique, au déclin de la biodiversité et à la dégradation de la biosphère. Sont-elles vraiment en mesure de préserver la planète ?

En disséquant les ressorts idéologiques, techniques et économiques de ce nouveau régime de « croissance verte », Hélène Tordjman montre que ses promoteurs s'attachent plutôt à sauvegarder le modèle industriel qui est la cause de la catastrophe en cours. Alors que de nouvelles générations de carburants « biosourcés » intensifient une logique extractiviste et contreproductive et que l'élargissement du droit de la propriété intellectuelle à toutes les sphères du vivant permet à quelques firmes de s'appropriier l'ensemble de la chaîne alimentaire, l'attribution de prix aux « services écosystémiques », le développement de dispositifs de compensation écologique ou les illusions d'une finance prétendument verte stimulent un processus aveugle de marchandisation de la nature.

Loin d'opérer la rupture nécessaire avec le système économique qui nous conduit à la ruine, ce mouvement témoigne en réalité d'une volonté de maîtrise et d'instrumentalisation de toutes les formes de vie sur Terre et d'une foi inébranlable dans les mécanismes de marché. Refuser cette fuite en avant est le premier pas à engager pour tracer enfin une autre voie.

▶ et aussi : [Croissance verte, un dangereux oxymore](#) - Au prétexte de combattre le réchauffement climatique, le capitalisme financier n'a de cesse de se réinventer en exploitant de manière toujours plus sophistiquée ce qu'il s'obstine à penser comme extérieur à l'espèce humaine : la nature, avec l'économiste Hélène Tordjman et l'écrivaine Lucie Taïeb.